

Royaume du Maroc



**Direction des Etudes
et des Prévisions financières**

Rapport de la Banque Mondiale sur le développement dans
le monde : le monde du travail dans une économie sans
frontières

Février 1996

Document de travail n° 05

**Rapport sur le développement dans le monde
1995**

**Le monde du travail dans une économie sans
frontières**

(F évrier 1996)

La banque mondiale a consacré son 18ème rapport sur le développement dans le monde au thème de l'emploi. Ce sujet est d'actualité et occupe, depuis quelques années, une place centrale dans les préoccupations de la communauté internationale. Le chômage est, aujourd'hui, un phénomène bien répandu. Il touche aussi bien les économies des pays industrialisés que celles des pays en voie de développement. Plus encore les diplômés qui par le passé, n'étaient pas concernés par ce fléau s'en trouvent, maintenant, affectés.

Devant cette situation et à un moment où, la globalisation, la libéralisation et l'intégration des économies sont plus que jamais à l'ordre du jour, les gouvernements s'efforcent d'apporter les solutions à ce problème qui se généralise et menace l'avenir de quelques milliards d'êtres humains, qui aspirent à une vie meilleure dans un monde de paix et de prospérité. Ces efforts, qui visent aussi à réduire les inégalités, ont-ils une chance d'aboutir?

Le rapport essaie de répondre à cette question. Il montre comment des pays qui sont parvenus à des différents stades de développement ont fait face aux problèmes de l'emploi, des salaires et des conditions de travail? Quel est le lien entre les déterminants de la croissance et les politiques qui influent sur le marché du travail? Quelles sont les conséquences des mutations qui s'opèrent dans les économies sur le comportement des travailleurs? Et enfin quel rôle l'Etat est appelé à jouer dans le fonctionnement du marché du travail?

Les principales conclusions auxquelles aboutit ce rapport sont présentées ci-dessous. Elles sont fondées sur des expériences concrètes des pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe. Une référence particulière est faite au cas de la Malaisie, du Ghana et de la Pologne.

L'observation des faits économiques fait ressortir nettement la forte liaison existant entre la croissance économique et les conditions du travail. La croissance économique fait monter les salaires. Elle encourage les travailleurs à rechercher des emplois mieux rémunérés et plus productifs. Mais elle exige également un investissement en capital physique et humain très important qui s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement par le marché et qui encourage les entreprises et les ménages à investir pour l'avenir d'une manière productive et profitable.

Le nouveau défi du développement est donc de trouver le dosage nécessaire entre le capital physique et le capital humain, et par conséquent de savoir quels types d'intervention des pouvoirs publics sont susceptibles de soutenir le mieux le bon fonctionnement des marchés, d'encourager l'investissement productif en équipement, en technologie et en capital humain et de venir en aide aux travailleurs laissés pour compte.

Le développement apporte inévitablement, des changements dans les décisions des ménages en matière de travail et dans l'organisation des relations au regard de l'emploi. Il ouvre aux acteurs du marché des perspectives toujours nouvelles, réduit les inégalités. Il permet également au secteur public de contribuer au bon fonctionnement des marchés en créant un environnement macro-économique stable pour l'épargne et l'investissement, et en soutenant l'expansion de l'infrastructure économique et des services sociaux.

Toutes ces mutations se traduisent par un bouleversement de la structure de l'emploi et par un accroissement considérable de la productivité. On assiste, donc, à une nouvelle organisation du travail dans les branches d'activité traditionnelles. Ces changements se produisent au fur et à mesure que le coût de la main d'œuvre augmente et que les progrès de la technologie encouragent l'adoption de méthodes nouvelles.

Grâce à une croissance de la productivité et à une augmentation des revenus que permettent ces transformations, un déplacement de la main d'œuvre du secteur agricole vers les secteurs des services et de l'industrie s'opère. Une migration des zones rurales vers les zones urbaines se réalise et un passage du secteur informel vers le secteur formel se concrétise. Tout cela, résume le choix dans un secteur formel se concrétise. Tout cela, résume le choix dans un secteur donné, des techniques de production réductrices de main d'œuvre, et la possibilité pour une économie qui se développe de générer de nouveaux emplois.

Voulant précipiter ces transformations de structure, l'intervention de l'Etat a porté préjudice à la croissance globale de l'économie et a empêché la demande de main d'œuvre d'augmenter. La politique d'industrialisation par substitution de productions locales aux importations, la politique de protection, le choix des techniques de production à fort coefficient de main d'œuvre surtout dans le secteur agricole, un marché de travail fermé aux forces économiques, et une réglementation très souvent coûteuse..., sont autant de facteurs générateurs de distorsions défavorables à la main d'œuvre.

Pour passer à une économie plus productive et plus moderne, les pays doivent renforcer la formation et la capacité des travailleurs. Ceci est d'autant vrai que les mutations s'opèrent dans un environnement mondial de plus en plus intégré et de plus en plus ouvert à la concurrence et où l'investissement en capital humain est considéré comme source d'amélioration des conditions de vie des ménages, de croissance économique et de réduction des inégalités.

L'investissement en capital humain est donc, un facteur de la croissance à ne pas négliger dans un développement axé sur le marché. Le rôle de l'Etat dans ce cas est de lutter contre la discrimination dans le domaine de l'instruction et la formation et d'assurer la réinsertion socioprofessionnelle des exclus et de préparer les populations à faire face aux nouvelles données d'une économie sans frontière où les échanges internationaux, les flux de capitaux et les mouvements migratoires créent des liens d'interdépendances de plus en plus étroits entre les travailleurs du monde entier.

Cette tendance à la mondialisation est perçue comme créatrice de nouvelles opportunités : les exportations sont génératrices de bons emplois les flux de capitaux extérieurs stimulent l'accumulation et la croissance et les migrations sont génératrices d'avantages réciproques. Cette idée n'était pas acceptable au cours de la décennie 50 et 60. Les forces du marché mondial étaient considérées comme une menace pour l'industrialisation et le développement de certains pays. Et des mesures protectionnistes sont souvent prises au nom d'une concurrence plus loyale et plus égalitaire.

Mais la mondialisation semble, aujourd'hui, inévitable. L'arrivée d'un nouvel âge d'or pour tous dépend essentiellement de l'attitude de chaque pays face aux nouvelles possibilités offertes par cette mondialisation de plus en plus grande des économies.

Cette dernière fait des échanges commerciaux, un vecteur de développement des économies. L'amélioration de la situation des travailleurs dépend de l'intervention de l'Etat dans le sens bien compris qui est le leur.

Sur ce point, les avis sont partagés. D'une part, il y a les partisans d'une action énergique pour protéger les travailleurs par le biais d'une réglementation sur le salaire minimum et les conditions préalables au licenciement... D'autre part, il y a ceux qui refusent toute ingérence de l'Etat dans ce domaine, et prônent un marché du travail libre. Mais en réalité le bon fonctionnement de ce marché réside dans la recherche de certaines normes qui donneraient au marché certaines souplesses et redéploieraient la main d'œuvre.

L'existence de syndicats libres est une des conditions préalables à la réussite de tout système de relations professionnelles qui vise à concilier la nécessaire compétitivité des entreprises et les aspirations des travailleurs à gagner davantage et à travailler dans les meilleures conditions. Cependant ceci n'est vrai que si l'activité syndicale est génératrice d'efficacité, de productivité et non cherchant tout simplement des améliorations dans les conditions du salaire et de travail à leurs adhérents aux dépens des détenteurs de capitaux, des consommateurs, et de la main d'œuvre non syndiquée.

L'organisation du travail, pour protéger la main d'œuvre contre l'insécurité du revenu, est indispensable, surtout que l'époque où l'Etat avait des pouvoirs tentaculaires est révolue. Cependant l'existence d'un Etat actif capable de promouvoir une forme de développement orientée vers le marché est souhaitable. Donc moins d'état, plus de flexibilité et de meilleures performances. Le rôle de l'état de demain est celui d'un employeur efficace qui assure des services de haute qualité et qui fait appel de plus en plus au secteur privé pour certains services tout en conciliant entre les besoins de la politique et ceux de l'économie.

Au cours de cette période de profondes mutations, certains pays ont eu à subir les conséquences, parfois très lourdes, de la politique d'ajustement structurel. Celles-ci se traduisent généralement par une baisse des salaires réels et des pertes d'emplois. Ces choses ont pour corollaire une baisse de revenus du travail, une aggravation du chômage et un transfert de main d'œuvre du secteur formel au secteur informel. On assiste alors à une restructuration massive de l'emploi, qui crée un climat d'incertitude pour les travailleurs, et à la nécessité de mettre en place des moyens pour permettre aux travailleurs d'affronter les changements aujourd'hui pour mieux vivre demain.

Pour la Banque Mondiale, Le 21ème siècle sera une ère où les travailleurs pourront négocier leurs conditions de travail, prendre les décisions concernant la scolarisation de leurs enfants de sorte que le bien être de toutes les catégories de travailleurs s'en trouve amélioré. Mais la mise en place des conditions d'un véritable âge d'or du monde au 21ème siècle n'est possible que si les gouvernements créent l'environnement approprié.